

L'EDUCATION, UN ACTE FONDAMENTAL

Alors que tous les pays industrialisés entrent dans une ère nouvelle dont les bouleversements économiques, sociaux, culturels seront historiquement aussi importants que ceux de la Renaissance ou de la première Révolution industrielle, notre jeunesse – idéalement toute la jeunesse – est-elle bien préparée à faire face aux problèmes qui l'attendent ? Il importe de s'en assurer d'urgence et de prendre les dispositions qui s'imposent.

La libération des tâches routinières par l'informatique laisse une place prépondérante au jeu des processus mentaux supérieurs : analyse, synthèse, créativité, évaluation. Dans une société qui, selon l'admirable expression de Louis Armand, est en train de s'encéphaliser, l'intelligence est devenue une des marchandises les plus recherchées. "Les échanges invisibles", écrit Caspar¹ (p. 2) "constituent désormais une part essentielle des échanges entre pays. Le Fonds monétaire international (FMI) estime que la moitié de ces échanges se font désormais (...) sous forme de brevets, de haute technologie, de capacité managériales, d'informations financières ou stratégiques... bref de savoirs".

Société de l'information et de la communication. De la surinformation aussi, surinformation qui risque de déboussoler ou de paralyser ceux qui sont incapables de la trier, de la structurer. Société du changement accéléré. Le capital de connaissances de l'humanité doublerait, en moyenne, tous les sept ans. Les activités professionnelles, – est-ce un hasard ? –, demanderaient elles aussi une reconversion au même rythme. Changement encore dans tous les aspects sociaux.

Selon des données récentes, la moitié des emplois créés d'ici l'an 2000 exigeraient une formation supérieure et environ un tiers d'entre eux seraient destinés à des universitaires à part entière. Même pour l'exécution de tâches dites subalternes, les processus mentaux supérieurs joueraient un rôle croissant.

Les entreprises, surtout les grandes, connaissent des transformations fondamentales. Elles découvrent que leur essor dépend de plus en plus des investissements immatériels, c'est-à-dire des investissements dans l'intelligence : recherche et développement, formation, affinement intellectuel et affectif des rapports d'autorité, des communications dans le travail, des relations avec la clientèle.

De la base au sommet, le monde du travail voit disparaître sa linéarité organisationnelle et fonctionnelle au profit de processus interactifs multidirectionnels. Idéalement, chaque travailleur devrait être, à son échelon, un décideur éclairé, communicatif, prévoyant et flexible.

L'intelligence est donc devenue l'une des marchandises les plus recherchées et le savoir prend valeur stratégique. " Quel est le point commun à tout cela ? C'est une double conviction, autant philosophique que managériale, que n'aurait pas reniée le Siècle des Lumières : l'homme constitue la ressource primordiale; la connaissance est la source du progrès"¹.

Autre phénomène qui appelle la réflexion. La majorité des jeunes qui fréquentent aujourd'hui nos écoles entrent dans une société où l'instabilité professionnelle sera le lot de la majorité des travailleurs. Si l'ordre socio-économique n'évolue pas de façon positive, seuls auront une réelle chance d'emploi assuré et richement rémunéré les détenteurs de connaissances et d'informations de très haut niveau et d'une grande capacité communicationnelle.

Certes, de bons artisans seront recherchés dans certains secteurs, et une place subsistera pour les petites entreprises commerciales ou autres. Mais tous devront modifier leurs méthodes de travail, d'organisation et de gestion, et beaucoup n'auront néanmoins qu'une courte vie. Comme pour les grandes entreprises, le dialogue avec la clientèle, l'analyse de ses besoins seront déterminants.

Qui – individu, entreprise, nation – tire le mieux et le plus vite profit de ces conditions nouvelles est un gagnant. D'où la concurrence effrénée. Qui a le mieux compris ce qui arrive sait aussi que nous entrons dans l'ère de la mondialisation.

Si, quittant l'échelle sociétale, on s'interroge sur les caractéristiques individuelles requises, on s'aperçoit que l'individu total – intellectuel, affectif, moral, social, physique – est interpellé. Doué d'une bonne santé physique et mentale, ayant acquis dès le début, surtout dès le début de la scolarité, des bases solides, chacun doit idéalement pouvoir :

- prendre et analyser l'information et conquérir la connaissance;
- communiquer;
- détecter les problèmes et avoir l'envie et le pouvoir de les résoudre;
- élaborer des projets;
- anticiper;
- travailler dans des conditions mouvantes, décider et agir sans posséder tous les éléments d'information souhaitables.

Est-il besoin de continuer pareil inventaire ?

Croire que chacun possédera toutes ces qualités à la perfection est naïf. En revanche, considérer que nous trouvons là des caractéristiques modales souhaitées des populations de demain est tout simplement réaliste. Il reste à les susciter. Si nous le voulons, nous le pouvons. Comment ? En commençant par approfondir, sans complaisance aucune, l'analyse des problèmes majeurs d'éducation et de formation qui se posent.

Il n'est pas facile de déterminer avec quelque sûreté quel sera le niveau éducatif minimal requis pour la grande majorité des citoyens, idéalement pour tous.

C'est, très vraisemblablement, le niveau des études secondaires longues, menées à bien, et nécessairement continuées pendant la vie entière. L'ambition française, japonaise, américaine, ... de conduire 80 à 90% du groupe d'âge au niveau du baccalauréat, semble donc bien fondée. Or, nous sommes encore relativement loin de pareille productivité éducative, même si l'obligation scolaire s'étend jusqu'à dix-huit ans. Dans quelle mesure ? Question angoissante.

Si l'on extrapole à notre pays des données françaises récentes, il n'est pas sûr que beaucoup plus de 40% des élèves quittent nos écoles à 18 ans en maîtrisant bien l'habileté de lecture. Il serait au moins aussi important de savoir où ils en sont en sciences et en mathématiques, et aussi de connaître leur niveau de culture générale, c'est-à-dire leur capacité de scruter avec intelligence leur environnement physique et social, et d'agir pour le rendre meilleur.

Ces graves interrogations expliquent une prise de conscience de plus en plus vive de la nécessité d'assurer, dès le départ, la qualité de l'éducation. En effet, le succès des études secondaires supérieures et, éventuellement universitaires, ne se décide pas deux ou trois ans avant, mais bien dès la petite enfance. D'où l'importance cruciale du maternel et du primaire.

En supposant que l'on surestime un peu le pourcentage du groupe d'âge à conduire au niveau pré-universitaire, et que les rendements scolaires soient légèrement sous-estimés, aucun observateur averti ne contestera cependant l'ampleur du problème.

La réaction nécessaire est évidente :

1. Il faut déterminer de façon aussi précise que possible notre situation réelle, c'est-à-dire évaluer le rendement de notre enseignement fondamental et voir aussi où se situent les populations de 17-18 ans, qu'elles soient encore pleinement scolarisées ou non.

2. La qualité de l'enseignement fondamental doit absolument être améliorée. A cette fin, il importe de dégager les savoirs méthodologiques les plus sûrs et de combattre sans merci ce qui n'est qu'idéologie creuse ou fantasmes pédagogiques. Et comme les savoirs fiables restent, à bien des égards, sérieusement lacunaires, il faut investir dans la recherche en éducation, ce qui n'a jamais été fait significativement dans notre pays. Nous y reviendrons.

Quant à la formation des enseignants, elle n'a pas encore fait sa nécessaire mutation, ce qui rend d'autant plus pressante une formation continuée de tout le personnel éducatif, formation dont l'ampleur doit dépasser le seuil critique à partir duquel les effets du perfectionnement deviennent sensibles au niveau du système éducatif global, et pas seulement en quelques lieux d'exception.

Le problème de la culture générale se repose aussi. Sans elle, l'homme deviendra esclave de la technologie au lieu de mettre cette force prométhéenne au service de tous.

Enfin, on voudrait savoir dans quelle mesure l'Université continue à bien remplir sa mission essentielle, tout en en assumant deux nouvelles : offrir un couronnement de culture générale à des populations qui ne se destinent pas à la conquête scientifique supérieure et assurer une formation continuée indispensable à tous ses diplômés – et ils sont nombreux – qui ne peuvent la trouver normalement ailleurs.

Nous voudrions maintenant revenir sur chacun des grands points qui viennent d'être évoqués pour approfondir et préciser quelque peu la réflexion.

A SOCIÉTÉ À RECONSTRUIRE, ÉDUCATION NOUVELLE

Les hommes sont d'inguérissables apprentis sorciers. Loin de diriger en constante rationalité leur existence propre et celle de la société, ils se laissent entraîner, voire piéger par les événements. Nous sommes actuellement entraînés dans deux de ces pièges historiques.

D'une part, la technologie a avancé beaucoup plus vite que la moyenne d'instruction et d'éducation de la population. Les régulations éducatives indispensables ne se sont pas produites au bon moment parce que l'on avait pas vu venir le danger ou que les responsables avertis n'ont pas jugé urgent d'y parer. Ainsi, seule une minorité s'est munie à temps des compétences nécessaires et appartient à une nouvelle aristocratie : celle des meilleurs, des gagnants à qui vont actuellement toutes les faveurs sur le plan individuel.

D'autre part, des régulations sociales indispensables ne se sont pas opérées, soit par mépris pour les "perdants", soit parce que le danger de réactions révolutionnaires auxquelles le désespoir pourrait les pousser n'est pas perçu.

Pour redresser la barre tant qu'il est encore temps, du moins on l'espère, une transformation profonde des mentalités doit se produire dans le plus bref délai. Un nouveau et grand défi est ainsi lancé à l'éducation. Collaborant avec tous ceux pour qui le respect de la dignité humaine est impérieux, elle doit contribuer de façon décisive à l'installation de valeurs et d'attitudes nouvelles.

Dans son article *L'homme et l'outil*, Riccardo Petrella² a admirablement cerné le problème. La série des mots-clés qui caractérisent la société innovante qui se dessine actuellement devant nos yeux est, nous dit-il : *productivité, compétitivité, efficacité, rentabilité, optimisation, flexibilité, contrôle, adaptabilité, mesurabilité, gestion*. A cette série, il importe d'en substituer une autre : *joie, beauté, solidarité, créativité, autonomie, stabilité, espoir, coopération, identité, partage*.

Il ne s'agit pas ici de la réaction intuitive d'un hippie effaré devant une société de la consommation, dont le matérialisme finit par lui paraître sordide, mais d'un spécialiste de la recherche en matière de prospective et d'évaluation de la science et de la technologie (Programme FAST de la Commission des Communautés Européennes).

Un ordre social nouveau doit s'instaurer, "celui de l'emploi pour tous, chômage zéro en l'an 2000" ou encore "celui de la dissociation entre revenu et emploi :

établissement d'une allocation universelle de base à laquelle on aurait droit non pas parce qu'on a un emploi, mais du simple fait d'exister" (Petrella). Qu'on ne s'y trompe pas ! Il faut y insister, il ne s'agit pas ici d'un rêve, d'une utopie de plus, mais bien du seul programme humaniste susceptible de répondre positivement aux conditions qui, sauf cataclysme, peuvent être les nôtres dans un avenir proche.

UNE CULTURE GÉNÉRALE À RECONSTRUIRE

Une culture générale de bon aloi interroge les événements naturels et les phénomènes sociaux de façon permanente, permet de dégager l'essentiel de l'accessoire et de fonder les actions. Elle doit imprégner toute formation pour l'empêcher, notamment, de s'enfermer dans une vision technicienne et de s'éloigner de la capacité de toujours se renouveler en un mouvement caractérisé par une flexibilité, une polyvalence en continuels accroissements. Si cette valence devenait universelle, la technologie et la philosophie pourraient opérer leur jonction.

Qu'une réflexion nouvelle sur la culture générale soit à l'ordre du jour n'a rien de fortuit ni de gratuit. Les grandes entreprises comme les laboratoires de recherche les plus avancés savent que ce qui manque souvent le plus à leurs membres, c'est la capacité de philosopher, de distinguer l'essentiel sous le disparate ou les particularités, de détecter les principes généraux qui apparentent des choses en apparence très différentes, sinon étrangères.

La culture générale reconstruite, que toute éducation devrait faire acquérir, a pour mission essentielle d'offrir, aux futurs citoyens du XXI^e siècle, une référence et un code communs, une boussole intellectuelle et morale indispensable pour tenir un cap dans le tourbillon tempétueux des innovations et des changements.

Il est grand temps, écrit en substance Domenach, dans son récent ouvrage *Que faut-il enseigner ?* (1989, p. 35), de rechercher l'essentiel dans le contemporain, de le ramener à quelques règles, à quelques principes unifiants. Il importe "d'asseoir sur des bases simples et stables, une pédagogie du complexe et du mobile", tout en sachant bien "qu'entre la simplicité et la complexité, le chemin n'est pas univoque : on va de l'une à l'autre", et c'est dans ce va-et-vient que se situe la dialectique de la pédagogie.

Encore une fois, ce souhait d'un retour à la culture générale n'a rien d'accidentel. Dans une situation où l'imprévisible, le changement sont les constantes, des outils de réflexion alliant transcendance et fonctionnalité constituent les meilleures armes possibles. On n'insistera jamais assez sur la nécessité de construire une éducation intellectuelle et morale à l'échelle de notre temps. Cette tâche est complexe et sa traduction en termes de programmes scolaires va demander au monde de l'éducation un énorme effort de créativité et de réajustement.

Simultanément, toutes les disciplines d'enseignement, qu'il ne s'agit pas de fondre en un magma informe, mais d'articuler, de "ponter", doivent être réexaminées pour décider de leur survie, de leur place, de leur esprit et de leur contenu. Cette remise en cause s'inscrit dans la réflexion relative de la culture générale nouvelle qui, faut-il encore le dire, ignorera l'artificielle distinction entre culture littéraire et culture scientifique.

Sur un plan plus technique, il n'est plus possible d'admettre que les curriculums appelés à se substituer aux programmes scolaires traditionnels, soient construits au gré des simples convictions ou des idiosyncrasies de commissions travaillant sans tenir compte de la science de la construction et de l'évaluation des curriculums qui devrait fonder leurs démarches. Qu'un pays comme le nôtre ne soit pas encore doté d'un organisme permanent de construction des plans d'études constitue l'une des lacunes les plus criardes de notre système éducatif.

L'ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL, LE BIEN NOMME

David Weikart a beaucoup frappé les esprits lorsqu'il a établi, aux Etats-Unis, que pour chaque dollar investi dans l'éducation préscolaire des enfants de milieux socio-culturellement défavorisés, un bénéfice de 4,75 dollars était réalisé, grâce à la réduction des affectations à l'enseignement spécial, de l'assistance publique et des moyens à déployer pour lutter contre la drogue. D'une telle observation, on retiendra simplement combien un investissement financier fait au bon moment dans le domaine de l'éducation peut être fécond pour l'individu et la société.

Que penser, par ailleurs, de l'affirmation, qui prend souvent valeur de slogan : "Tout se joue avant huit ans" ?

Elle repose d'abord sur une observation générale : c'est pendant les premières années de la vie que l'individu présente la plus grande plasticité, l'apprentissage du langage et l'effet indélébile de certaines expériences précoces en témoignent. Plus particulièrement, Freud — pour ne citer que lui — a mis en lumière le caractère infiniment profond des effets de certaines expériences affectives précoces, tandis que des chercheurs comme Bloom, Kraus et bien d'autres ont pu démontrer comment les apprentissages réalisés au début de la scolarité, à commencer par celui de la lecture, décident dans une large mesure de la réussite ou des échecs qui vont suivre et influencent ainsi la vie entière. De telles considérations appelleraient bien des discussions techniques et des nuances, mais leur signification statistique incontestable intéresse quiconque envisage macroscopiquement le phénomène éducatif.

Quatre conclusions s'imposent, sans la moindre contestation possible : la nécessité de préparer les futurs parents à leur mission, de créer des conditions d'accueil de la petite enfance éducativement positives, d'offrir à la presque totalité des enfants qui le fréquentent, dans notre pays, un enseignement maternel de très grande qualité, et de confier la charge des premières années de l'école primaire à des maîtres de grande compétence pédagogique et psychologique. Nous ne nous arrêtons ici qu'aux deux premières de ces conclusions.

Les deux autres relèvent de la formation des enseignants dont il sera question plus loin.

L'ÉDUCATION DES PARENTS

Alors que l'on enseigne tant de choses d'une importance contestable dans l'enseignement secondaire et dans les universités, notamment sous le couvert de formation générale, pourquoi ne prépare-t-on pas pédagogiquement et psychologiquement les parents potentiels à l'une des choses les plus importantes et les plus difficiles qu'ils devront accomplir au cours de leur vie adulte ? L'éducation des enfants. Cette préparation s'impose plus que jamais dans le nouveau contexte socio-culturel dont l'immense complexité vient d'être évoquée.

On sait, en particulier, qu'à côté du curriculum scolaire explicite et implicite, il existe aussi un curriculum familial, implicite dans sa plus grande partie, mais tout aussi important. Il est porteur de valeurs et d'attitudes qui se transmettent plus par contagion que par des discours de circonstance, et s'incrustent aussi profondément dans les personnalités. D'où, répétons-le, l'importance de l'éducation des futurs parents.

De nombreuses recherches accomplies au cours de ces dernières décennies se dégagent l'importance considérable, pour la réussite scolaire, de comportements familiaux tels que :

- les conversations entre parents et enfants à propos de ce qui se passe à l'école et des événements quotidiens;
- l'incitation à la lecture de loisir et la discussion de ce qui a été lu;
- le contrôle de ce que le jeune regarde à la télévision et la discussion à propos de ce qu'il a vu;
- l'expression de l'intérêt et de l'affection.

On ne peut toutefois faire de tous les parents des spécialistes des sciences de l'éducation. Un pas décisif dans la collaboration entre la famille et l'école est à franchir.

La collaboration active entre la famille et l'école manque surtout de propositions concrètes et précises. En cela, elle déçoit l'immense majorité des parents qui ne demandent qu'à bien faire. Par exemple, beaucoup de parents intelligents et de bonne volonté ignorent ce qu'ils pourraient et devraient faire pour aider leur enfant au moment où il apprend à lire. Donner à ce propos des indications concrètes, éventuellement accompagnées de petits matériels utilisables à la maison, se révèle très efficace. Bien des suggestions de ce type sont possibles, non seulement pendant les premières années de la scolarité, mais aussi par la suite, notamment au moment de l'adolescence, pendant lequel les réactions des jeunes prennent si souvent les parents au dépourvu.

Quand parents et professeurs réussissent ainsi à conjuguer leurs efforts, l'élève y gagne pratiquement toujours. L'effet de cette coopération peut être supérieur à celui du statut socio-économique de la famille. Et ceci se vérifie aussi bien

pour les jeunes élèves que pour les vieux. Evidemment, les enseignants doivent être bien préparés à cette collaboration.

Cette dernière réflexion soulève le problème du recrutement, de la formation et de la revalorisation de la fonction des maîtres. Comme nous y reviendrons, qu'il suffise de souligner ici combien aberrant reste le système qui place au bas de la hiérarchie professionnelle et salariale ceux qui assument la lourde mission de faire construire par l'enfant les fondations sur lesquelles s'érigera le reste de ses études, avec tout ce que cela comporte de conséquences positives et négatives possibles. Si cette première grande tentative de construction se solde par un échec, il ne s'agit pas seulement d'un accident scolaire de caractère technique, mais aussi d'une menace grave pour la façon dont l'enfant se perçoit et est perçu. Si le succès engendre le succès, l'échec engendre, lui, l'échec.

L'ACCUEIL DE LA PETITE ENFANCE

De plus en plus de femmes exercent une activité professionnelle en dehors du domicile familial et les grands-parents vivent de leur côté. D'où le besoin croissant de structures d'accueil pour les jeunes enfants, depuis les premiers mois de la vie jusqu'à, au moins, l'entrée à l'école maternelle. Le placement se fait ou bien dans une famille ou bien dans une crèche. Ces deux modalités font actuellement problèmes.

Selon une vérité reçue qui a la vie dure, grâce à Freud, à Bowlby et à bien d'autres psychologues, l'éloignement quelque peu prolongé du milieu familial, spécialement de la mère serait générateur de carences affectives souvent graves. Grâce à des réalisations comme celles de Lozci, on sait aujourd'hui que ces efforts négatifs sont loin d'être inéluctables pour autant que le milieu d'accueil soit à la fois sécurisant, stimulant et propice à l'indépendance ou, si l'on préfère, à la créativité comportementale.

Malheureusement, les familles d'accueil sont rarement préparées à la mission qu'elles assument et ne réunissent guère l'ensemble des conditions qui viennent d'être évoquées. Quant aux contrôles qui peuvent être opérés, ils ne portent guère sur la qualité éducative de ces milieux.

De leur côté, les crèches, dont le nombre est dramatiquement insuffisant, sont encore loin d'avoir accompli leur évolution nécessaire. Surpeuplées, elles travaillent dans des conditions difficiles, très éloignées de ce qui permettrait la sécurisation psychologique et la stimulation pédagogique optimales.

On ne semble pas encore avoir bien compris combien une amélioration quantitative et qualitative sensible des modalités d'accueil pourrait avoir des répercussions bénéfiques sur l'avenir des enfants, notamment pour leur carrière scolaire.

LA RECONSTRUCTION DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

Cette reconstruction est, elle aussi, urgente, car il n'est pas possible de mener de la même manière un enseignement secondaire fréquenté par une minorité culturellement et socialement homogène, et un enseignement secondaire accueillant la quasi-totalité des groupes d'âge, – dès lors forcément hétérogène –, à conduire effectivement au seuil des études supérieures.

On a perdu de précieuses décennies à échanger arguments et contre-arguments à propos de ce que nous appelons l'enseignement secondaire rénové, alors qu'en fait le choix n'existe pas, si l'on s'en tient aux objectifs qui viennent d'être évoqués. Et comment ne s'y tiendrait-on pas ? On sait depuis longtemps que l'éducation ne se modèle pas au gré des vues abstraites, idéales, mais bien en fonction des besoins d'une société telle qu'elle existe en un lieu et à un moment donnés. Et le besoin d'une valorisation massive des potentialités des jeunes existe bien.

Ce qui est encore sujet de controverse chez nous est depuis longtemps tenu pour évident dans d'autres pays, et pas les moindres : au Japon comme en Suède, l'enseignement secondaire est unifié, au moins jusqu'à l'âge de quinze ans; on n'y redouble jamais de classe. Avec des différences pédagogiques marquantes, les rendements scolaires de ces pays sont supérieurs au nôtre...

Eviter une sélection prématurée peut donc être payant, à condition de savoir conduire la barque ou, si l'on préfère, de ne pas faire n'importe quoi. L'une des malchances de l'enseignement secondaire rénové tel qu'on a essayé de le lancer dans notre pays est, qu'en plus d'une certaine impréparation et du manque de moyens adaptés, il s'est partiellement inscrit dans la mouvance de Mai 68, avec les errements qui l'ont accompagné. Parmi ceux-ci, la non-directivité prônée par des adeptes qui n'y avaient rien compris ou, encore, l'admiration naïve pour des théories libertaires débridées ont fait bien des ravages.

Ces errements ont trop fait oublier le sérieux de projets de réforme comme celui de l'enseignement secondaire français proposé en 1945, et appelé Langevin-Wallon, du nom des deux présidents successifs de la commission préparatoire (un physicien et un psychologue de très grande rigueur, il ne faudrait pas l'oublier). Au terme de longues années de réflexion, notamment dans la clandestinité des années de guerre, ce projet proposait que les trois premières années ne comportent pas de filières étanches et soient un lieu de réussite pour tous les adolescents. Ce principe est de plus en plus généralement admis et l'on ne peut que regretter que la Belgique n'ait pas suivi l'exemple scandinave en appelant *fondamental* l'enseignement de trois à quinze ans.

Dans les différentes réformes introduites dans ce sens, deux problèmes sont cependant loin d'avoir toujours été bien résolus. Le premier concerne les élèves brillants en général ou manifestant précocement des talents spéciaux. Il faut leur permettre d'avancer selon leurs possibilités, tout en leur assurant une éducation ouverte, afin de ne pas en faire ce que l'on pourrait appeler des handicapés sélectifs. Entendons par là des individus qui, par exemple, brillent

dans les sciences exactes, mais semblent totalement fermés aux relations humaines, à la vie socio-politique, aux sciences de l'homme ou inversement.

Le second problème gît dans l'installation de filières cachées par le jeu des options orientées. Des difficultés plus ou moins sévères apparaissant, dès le début de l'enseignement secondaire, dans l'apprentissage des disciplines scolaires générales, trouvent encore trop souvent leur esquive dans l'orientation précoce et bientôt irréversible vers le secteur professionnel qui fait alors office de fourre-tout ou de voie de garage. C'est, en particulier, aux jeunes ainsi menacés de telles déviations qu'il faut offrir un enseignement appuyé sur tout ce que l'on sait aujourd'hui en matière d'évaluation formative, d'enseignement semi-individualisé, de technologie de l'éducation.

Si l'on possède une vue claire de la solution de ces deux problèmes, on peut alors avancer résolument dans *l'indispensable rénovation de l'enseignement secondaire*. Il importe, toutefois, de ne pas répéter les erreurs commises lors de la grande réforme de ces dernières décennies, notamment :

- un certain flou conceptuel chez ceux qui ont pris l'initiative de la réforme, dans les domaines de la psychologie, des sciences de l'éducation et de l'évaluation;
- un certain laxisme confondu avec le respect de la personnalité de l'élève et avec ses besoins particuliers;
- une préparation psychologique et pédagogique des enseignants et des cadres pédagogiques insuffisants;
- un manque de moyens et d'instruments adaptés, tant pour l'enseignement que pour l'évaluation;
- une information insuffisante des politiques et de l'opinion publique. Les généreuses professions de foi, les affirmations essentiellement idéologiques ne suffisent pas. Il importe d'expliquer, d'apporter des preuves, de fournir des dossiers bien étayés. Les données objectives, difficilement contestables, ne manquent pas. Encore faut-il les digérer et les diffuser sous des formes qui conviennent;
- l'absence d'un pilotage rigoureux de la réforme. Tous les intéressés ont le droit de savoir avec précision ce qu'elle produit, et où les difficultés particulières se manifestent. Ils ont aussi le droit de poser des questions et d'obtenir des réponses qui ne soient pas de simples opinions.

La rénovation de l'enseignement secondaire compte parmi les urgences premières de la politique de l'éducation.

L'EXPANSION UNIVERSITAIRE

Une expansion externe des universités a été généreusement réalisée. Elle suffit largement à notre petit pays et bien des rationalisations sont souhaitables.

En revanche, l'expansion interne accuse un retard dramatique et en aggravation constante. Il concerne trois aspects : l'adaptation à des populations nouvelles, les moyens humains et matériels de la recherche, et la formation continuée.

LA POPULATION UNIVERSITAIRE CHANGE

Si nous réussissons à conduire avec succès la grande majorité des jeunes jusqu'à la fin de l'enseignement secondaire supérieur, ceux-ci jouiront, selon notre législation, du droit d'entrer à l'université, dans la plupart des cas sans la moindre épreuve de sélection.

Ainsi va se reproduire, avec un décalage temporel, le problème d'hétérogénéité qui se pose avec tant d'acuité dans l'enseignement secondaire. A côté des étudiants "traditionnels" sélectionnés de fait (selon des critères autant sociaux qu'intellectuels sur lesquels nous ne revenons plus) dans l'enseignement secondaire, étudiants qui souhaitent mener à bien des études scientifiques du plus haut niveau, vont affluer progressivement dans les universités des élèves souhaitant y trouver, soit un parachèvement de la formation secondaire générale, soit une qualification technique valorisable le plus rapidement possible.

Ces trois types de besoins sont éminemment respectables et il faut y répondre. Mais sans jamais perdre de vue la mission première de l'université : former, dans les meilleures conditions possibles, des spécialistes et des chercheurs du plus haut niveau.

Des réponses à ces questions existent et sont bien expérimentées. Ainsi pour la culture générale, on a créé aux Etats-Unis, depuis les années 60, des instituts annexes, les *Community colleges*, qui offrent des cycles courts, de deux à trois ans. Des dispositions institutionnelles similaires doivent voir le jour chez nous.

Quant aux formations techniques ou technologiques, elles peuvent être assez facilement réalisées, soit dans l'enseignement technique supérieur, non universitaire, bien développé dans notre pays, soit en coordonnant ces instituts avec des sections universitaires, solution déjà pratiquée grâce à des passerelles.

Tant pour les formations générales que pour les formations techniques, de nouvelles initiatives doivent donc être prises.

LA RECHERCHE, PLUS QUE JAMAIS

La recherche scientifique et le développement technique sont non seulement de plus en plus indispensables dans la civilisation de l'intelligence, mais leurs apports constituent aussi une part majeure des échanges invisibles dont on a vu l'importance croissante sur le plan tant commercial que stratégique.

Malheureusement, la recherche d'aujourd'hui coûte de plus en plus cher et devient de plus en plus difficile chez nous.

D'abord en raison des équipements souvent sophistiqués et de vie de plus en plus courte. Dans certains cas des petites Communautés comme la nôtre devront passer des accords intercommunautaires, interrégionaux ou internationaux pour l'acquisition des matériels les plus chers. Encore faut-il que nous puissions payer notre part !

Ensuite parce que les équipements les meilleurs ne présentent aucun intérêt s'ils ne se trouvent pas de chercheurs du plus haut niveau pour s'en servir. Or, cette situation nous menace, parce que les universités ne disposent plus d'assez de moyens pour offrir un minimum de stabilité aux plus avancés de leurs jeunes éléments, et que, par conséquent, ceux que nous avons formés à grand prix nous sont enlevés par des pays plus avisés.

Il est symptomatique qu'une fois de plus, les éminents lauréats du Prix Francqui et des Prix Quinquennaux du FNRS attribués en 1990 viennent de lancer un cri d'alarme à ce sujet devant Sa Majesté le Roi.

ORGANISER D'URGENCE LA FORMATION CONTINUEE

L'attribution d'un diplôme universitaire atteste deux choses : que le lauréat a acquis, d'une part, une formation supérieure aussi fondamentale et donc aussi durable que possible et, d'autre part, qu'à la date de délivrance, il était bien au fait de l'état d'avancement de sa discipline.

A une époque où la science ne progressait que très lentement, la validité du diplôme pour une vie professionnelle entière pouvait encore se concevoir, avec déjà, cependant, un certain nombre de réserves. Mais, à partir du moment où la totalité des connaissances, dans une discipline donnée, double en quelques années, – ce qui est le cas dans tous les domaines –, la situation change radicalement. L'actualisation continue ou au moins périodique de la formation s'impose. Certaines entreprises privées l'assurent à leur personnel, mais, pour beaucoup d'autres professions, à commencer par les professions libérales, cette possibilité n'existe pas.

C'est pourquoi nos universités doivent pouvoir organiser immédiatement et en grandeur réelle la formation récurrente pour un grand nombre de diplômés. Dans certains pays, les étudiants engagés dans ces formations continuées sont déjà plus nombreux que les étudiants en formation initiale. Nous sommes encore loin d'être dans une telle situation. Nos universités ont pris des initiatives limitées en ce sens, sans pratiquement disposer de moyens spéciaux pour le faire. Pour répondre aux besoins réels et urgents, il n'est plus possible de travailler dans ces conditions.

En conclusion, deux mesures s'imposent sans tarder : une rationalisation rigoureuse (elle est souvent évoquée, mais se traduit peu dans la réalité) et l'attribution des crédits nécessaires aux nouvelles initiatives universitaires.

LA FORMATION DES ENSEIGNANTS

A un moment de l'histoire où leur rôle est déterminant, les enseignants se trouvent dans une situation très insatisfaisante en ce qui concerne leur formation, leur recrutement, leur rémunération et la reconnaissance sociale dont ils font l'objet. N'est-il pas dramatique que bien des conceptions actuelles relatives aux enseignants et aux institutions éducatives proviennent directement du XIX^e siècle ? La hiérarchie statutaire et scientifique qui subsiste entre les institutrices maternelles, les instituteurs de l'enseignement primaire, les régents, les licenciés-agrégés en est un criant témoignage. En juillet 1990, un décret ministériel français a au moins unifié le titre : l'appellation instituteur est supprimée; il n'existe plus que des professeurs. Symboliquement un pas capital a ainsi été franchi; il nous reste à faire de même.

Mais l'essentiel n'est évidemment pas là. C'est la profession même qui doit muter. Elle doit quitter l'état préscientifique dans lequel elle se trouve encore. En d'autres termes, les enseignants doivent eux aussi devenir de vrais "professionnels". Au sens que ce terme prend actuellement, un "professionnel" présente les caractéristiques suivantes³ :

- il exerce une activité intellectuelle qui engage la responsabilité individuelle;
- cette activité est savante, et non de nature routinière, mécanique ou répétitive;
- elle est pourtant pratique, puisqu'elle se définit comme l'exercice d'un art; elle n'est donc pas purement théorique ou spéculative;
- la technique appliquée par un "professionnel" s'apprend au cours d'une longue formation;
- un groupe de "professionnels" est fortement organisé et présente une grande cohérence interne;
- l'activité déployée est de nature altruiste en ce sens qu'elle rend un service précieux à la société.

D'évidence, un long chemin reste à parcourir pour que l'ensemble de la profession enseignante réponde à tous ces critères. Il faut pourtant y arriver et la première mesure à prendre est de faire des enseignants des universitaires à part entière. L'objection, usée jusqu'à la corde, selon laquelle l'Université formerait des théoriciens sans pouvoir les initier valablement à la pratique doit être rejetée une fois pour toutes. Si elle le veut – et pourquoi ne le voudrait-elle pas ? – l'Université peut les deux. Elle le prouve quotidiennement en formant des médecins, des vétérinaires, des ingénieurs, des architectes, des agronomes, des avocats, ...

Pour tous les enseignants, de la maternelle à la fin du secondaire, jouissant alors d'un même niveau de formation supérieure, le traitement de base serait le même; il évoluerait non seulement en fonction de l'ancienneté, mais aussi des efforts de perfectionnement répondant à des critères à définir. Aussi longtemps que ces conditions ne sont pas remplies, on ne peut espérer une revalorisation véritable de la profession.

La formation universitaire des enseignants est déjà chose acquise dans beaucoup de pays industrialisés. Si nous ne suivons pas ce mouvement, de toute façon irréversible, beaucoup de maîtres de notre Communauté risquent de se

trouver en situation d'infériorité quand la libre circulation de la main-d'oeuvre deviendra réalité dans le Marché unique européen.

FAIRE EXISTER LA RECHERCHE EN EDUCATION

Alors que les investissements immatériels, à commencer par la recherche et le développement, sont maintenant reconnus comme la clé du progrès, la recherche en éducation est restée jusqu'à présent, dans notre pays, dans un état de sous-développement funeste. Alors que, depuis longtemps, la cible minimale à atteindre a été estimée à 2% du budget de l'Education, nous en sommes dramatiquement éloignés. En 1990, alors que le budget de l'enseignement de notre Communauté était de quelque 133 milliards, les ministères de l'Education et le Fonds National de la Recherche Scientifique réunis n'ont même pas consacré un dixième de pour cent de cette somme à la recherche pédagogique.

Quelle grande entreprise, quelle armée survivraient dans pareilles conditions ? Il n'est donc pas surprenant que la pédagogie demeure un domaine dans lequel les opinions tiennent souvent lieu de savoir et fondent des décisions ou des actions dont la nation, à commencer par sa jeunesse, subit les conséquences.

Comment les historiens de l'avenir pourront-ils comprendre que les membres les plus éclairés de notre Communauté, ceux-là même qui conscients de la mutation culturelle contemporaine, reconnaissent le rôle crucial de la recherche scientifique et l'importance déterminante de l'éducation, ne font pas tout ce qui est en leur pouvoir pour fonder celle-ci sur des bases expérimentalement éprouvées ?

Aussi longtemps que les ressources humaines et matérielles données à la recherche en éducation et en formation ne dépasseront pas un seuil critique lui permettant de travailler à l'échelle indispensable pour exercer une influence significative et durable sur le système éducatif global, nous continuerons à accumuler les pertes et à rater des occasions d'expansion et de progrès.

PILOTER LE SYSTEME EDUCATIF

Autre aberration : on dénonce périodiquement la baisse de niveau des apprentissages de nos élèves, alors qu'il n'a presque jamais été mesuré effectivement.

N'est-il pas étrange aussi que l'on adopte des programmes scolaires, que l'on introduise des réformes dans l'enseignement sans vérifier vraiment si les changements désirés se sont effectivement produits ?

N'est-il pas surprenant que, pour l'essentiel, on n'évalue pas systématiquement ce que les élèves ont effectivement appris, qu'on ne connaisse pas quel pourcentage des jeunes atteignent l'excellence dans des compétences déterminées ?

De nouveau, quelle entreprise moderne pourrait se passer *mutatis mutandis* des réponses à des questions du même ordre ? Une gestion pédagogique plus rigoureuse s'impose.

DEFINITION DU PILOTAGE

En technologie, un moniteur est un dispositif de surveillance d'une activité donnée. Le fonctionnement est enregistré et une alarme se déclenche lorsque des troubles graves se produisent.

De la façon la plus générale, le pilotage pédagogique se définit comme un contrôle objectif et permanent de la productivité du système d'enseignement en termes d'acquisition de savoirs, de savoir-faire et de savoir-être. Cette évaluation peut se faire, soit indépendamment des objectifs (on dresse le bilan des acquis, quels qu'ils soient), soit en liaison avec les principaux objectifs que l'enseignement se donne pour mission d'atteindre en fonction du projet éducatif adopté.

C'est dans cette seconde hypothèse que le terme de pilotage trouve sa pleine adéquation. Des évaluations continues permettent de savoir si l'on va bien dans la direction choisie et le prélèvement d'indicateurs assure le déclenchement éventuel de clignotants signalant l'apparition de problèmes graves.

En raison de leur caractère permanent ou récurrent, ces évaluations permettent, en outre, de distinguer les évolutions et de dégager les tendances.

L'importance politique d'un système de pilotage est évidente. Si, de surcroît, tous les membres de la communauté éducative, voire le grand public, sont informés des principales observations, on fait un pas important de plus dans la gestion démocratique. Des exemples comme celui du Québec pourraient nous inspirer. Chaque année, la Direction générale de la recherche et du développement du Ministère de l'Éducation y publie les *Indicateurs sur la situation de l'enseignement primaire et secondaire*.

Il s'impose que nous prenions à notre tour, des dispositions similaires. Nous avons la chance de pouvoir nous appuyer sur la riche expérience acquise dans notre pays, grâce à trente ans de participation aux travaux de l'Association internationale pour l'évaluation du rendement scolaire (IEA). Des données d'un intérêt capital pour juger des évolutions et établir des comparaisons de rendement à travers le temps sont ainsi déjà disponibles.

Un dispositif de pilotage doit établir en priorité si le système éducatif répond à trois exigences : la cohérence, la qualité et l'équité.

La cohérence existe si :

- les objectifs poursuivis répondent aux besoins des individus et aux options majeures de la société;
- le curriculum implanté – ce qui se fait en classe – est en harmonie avec les objectifs visés;
- si la nature et les modalités de l'évaluation sont commandées par les objectifs poursuivis.

La qualité de notre système éducatif doit être au moins égale à ce que l'on trouve de meilleur dans les pays les plus favorisés, et répondre en même temps à l'essentiel de notre projet éducatif propre : servir pleinement l'épanouissement de chaque homme et de chaque femme, et préparer des citoyens responsables en les aidant à acquérir les compétences nécessaires pour vivre activement dans une démocratie de la participation, pour la défendre et la faire toujours progresser.

L'équité consiste à offrir les mêmes chances de réussite à tous. Tous les biais, qu'ils soient socio-économiques ou socioculturels, sexuels, ethniques, géographiques, philosophiques,... doivent être décelés et combattus.

Enfin, il importe que, pour une large diffusion, les résultats des évaluations soient présentés en un langage accessible au plus grand nombre.

CONCLUSION

La Belgique est, de longue tradition, pays d'éducation. Cela lui a valu la place de choix qu'elle occupe tant dans le domaine de l'économie que dans celui de la culture. Que Bruxelles soit devenu capitale de l'Europe n'est pas un hasard.

Nous traversons actuellement une période difficile. La restructuration politique de notre pays a absorbé beaucoup d'énergie et le long processus qui y a conduit n'a pas permis de prendre à temps, en particulier pour l'éducation, des décisions scientifiques et administratives urgentes.

Le retard pris ainsi est alarmant et, s'il s'accroît encore, il pourrait entraîner des décrochages et des pertes d'une gravité extrême.

La chance veut que les connaissances nécessaires à l'élévation généralisée de la qualité de l'éducation et de sa productivité arrivent à maturité. On dispose ainsi d'éléments solides pour fonder les décisions et mettre en oeuvre une politique éducative qui nous permette d'entrer avec assurance dans le XXI^e siècle.

Toute décision en matière d'éducation est indissociable de jugements de valeur et des réalités économiques et sociales. Ne fut-ce que par réalisme, les options humanistes et démocratiques s'imposent, car seuls ces deux idéaux donnent l'espoir d'éviter des mouvements sociaux de fond qui pourraient se solder par un désastre.

En revanche, si la raison et la justice triomphent, la civilisation nouvelle qui émerge pourrait dépasser en qualité et en noblesse tout ce que l'humanité a connu jusqu'à présent.

REFERENCES

- 1 CASPAR P., *L'investissement immatériel*, Paris, Université Paris-Dauphine, Séminaire "Compétence et compétitivité", mars 1989.
- 2 PETRELLA R., L'homme et l'outil : les valeurs qui basculent, *Le Monde diplomatique*, 20 septembre 1987.
- 3 LEMOSSE M., Le "professionnalisme" des enseignants : le point de vue anglais, *Recherches et formation*, 1989, 6, 55-66.
- 4 de LANDSHEERE G., *Le pilotage des systèmes éducatifs*, Bruxelles, De Boeck, 1994.